



Résister!

#39 - décembre 2015

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

IL Y A DES TAS

D'URGENCES !

Justice
sociale

Accueil des
migrants

Climat

TAFTA

Services
publics

Chômage
Précarité

Liberté
d'expression

Égalité
hommes-femmes

Participation

La participation
est librement
fixée par le
lecteur. Le prix
de revient de ce
numéro est de
1,00 €

FORÊTS

PAGE 2

SEMIS

PAGE 5

BASSE-COUR

PAGE 6

Ils résistent à d'onf !

Ce mardi 24 novembre, j'arrive sur l'unique centre national de formation dit « le Campus » de l'Office national des forêts (ONF) à Velaine-en-Haye, une ancienne caserne d'occupation de l'armée américaine. Un voile de gelée blanchit les arbres dépouillés de leurs feuilles.

Par petits groupes, des hommes et quelques femmes, visiblement minoritaires dans la profession, tentent de se réchauffer en fixant de grandes bâches noires sur lesquelles sont peints des dessins et autres messages comme : « À vendre – Merci Hollande », « Cop – Coupes sans fin », « Quelle forêt pour nos enfants » ou encore « Moi Dubreuil, avec F. Hollande, on a un contrat (COP) pour détruire aujourd'hui le campus, demain les fonctionnaires, le métier de forestier, la forêt publique... » ! Ça ne s'invente pas, c'est pendant la COP 21 que le « contrat d'objectif et de performance » (COP) sera signé entre l'ONF, l'État et la FNCOFOR (Fédération nationale des communes forestières), le 3 décembre 2015 !



J'évalue la présence d'une centaine d'agents en tenue, venus de toute la France, même si majoritairement du Grand Est, région fortement boisée. Je m'approche d'un auvent monté devant l'entrée d'un local qui semble être le quartier général de la mobilisation. J'apprends que le SNUPFEN Solidaires, syndicat majoritaire à l'ONF, a décidé l'occupation permanente du campus et a déposé un préavis de grève jusqu'au 3 décembre, date à laquelle doit se tenir à Paris un conseil d'administration qui devrait approuver le contrat de plan mortifère État-ONF 2016-2020. Ils sont déterminés à occuper le site jusqu'à cette date.

Alors que l'état d'urgence a été décrété quasiment à l'unanimité de nos députés (6 contre !), le peuple, les fonctionnaires et les salariés sont priés de ne pas contester les réformes, ni de se rassembler et encore moins de manifester leur opposition à ces réformes, aux fermetures, aux suppressions d'emploi ou autres restructurations dirigées par leurs patrons ou autres « hauts » fonctionnaires ! Comme nos députés démocrates, ou qui se le revendiquent, n'ont demandé aucun moratoire pendant les trois mois de l'état d'urgence, bien con serait le dirigeant qui ne profiterait pas de l'aubaine pour réformer à tour de bras !

Qu'importe ! Leur détermination l'a emporté sur toutes considérations soi-disant sécuritaires. Du côté de la préfecture, il semble que l'action ne gêne pas. Ou bien le préfet soutient le mouvement, peu probable, ou bien il craint davantage les agents de l'ONF que les terroristes, ou bien il se réfugie derrière le fait que l'action ne se déroule pas sur le domaine public et que s'il intervient pour fermer le campus il pourrait difficilement expliquer pourquoi il ne ferme pas les églises, les synagogues, les mosquées, les temples, les centres commerciaux, les usines, toutes les administrations et toutes les entreprises de cent salariés et plus ! Un rapide tour d'horizon me permet de constater qu'il n'y a aucun képi aux alentours hormis ceux des agents assermentés de l'ONF !

J'engage la discussion avec quelques grévistes. Je comprends qu'ils se battent pour leur statut de fonctionnaire parce qu'il est la garantie d'une indépendance, d'une autorité républicaine et de la défense de l'intérêt général, face à tous les vautours qui rêvent de s'approprier ce bien public ancestral et naturel au seul profit de leur intérêt particulier.



Leur action est plus encore destinée à alerter tous les citoyens et citoyennes sur les dangers qui menacent non seulement la forêt mais aussi la planète, en ce qu'elle joue un rôle important pour la fixation du carbone, la protection des sols et la filtration de l'eau. À la veille de l'ouverture de la médiatique COP 21, c'est un comble que l'État programme la fin de cette institution de 50 ans, à plus ou moins brève échéance. Humour ou provocation ? La Poste, elle-même en voie de privatisation totale, vient de sortir un timbre pour les 50 ans de l'ONF !

La privatisation de tous les services publics, garants de l'égalité républicaine, n'est plus une chimère. Depuis le 18 septembre, les agents de l'ONF se mobilisent. Il faut les soutenir parce qu'il y va de l'intérêt général. Le moindre geste ou quelques mots à leur adresse, mais aussi l'interpellation de tous nos élus sont autant de démarches nécessaires

afin d'empêcher la privatisation de la gestion forestière et des forêts domaniales, l'exploitation irraisonnée des forêts publiques.

Pour cela vous pouvez :

- passer un moment avec les grévistes sur le campus à Velaine-en-Haye ;
- envoyer des messages de soutien à l'adresse : zadcampus@gmail.com ;
- interpellier tous les élus que vous connaissez.

Dernière minute :

Les forestiers apprennent que la signature du contrat est reportée au 17 décembre. Ils se réunissent en AG pour décider de poursuivre ou non leur occupation. C'est le moment choisi par la Direction Générale de L'ONF accompagnée des Domaines pour venir estimer la valeur du campus à vendre. Cette nouvelle provocation a eu le mérite d'entraîner en AG le vote de la poursuite de l'occupation au moins jusqu'au 12 décembre, date de la clôture de la COP 21.

Léon De Ryel **R**



Je ne veux pas de cette guerre

« Nous sommes en guerre » ; « des djihadistes », « des islamistes radicaux » ont frappé la France ; nous allons « détruire » et « éradiquer » cet ennemi qu'est Daech, etc. Le vocabulaire utilisé depuis le 14 novembre, sans parler de celui encore plus nauséabond qui souligne l' « origine immigrée » des auteurs des attentats du 13 novembre, tend à faire de ces derniers des « Autres ». Non !, ils ne peuvent pas être des nôtres, non ce sont des « étrangers », au sens étymologique de « totalement différents » de nous.

Cette rhétorique permet de ne pas s'interroger sur ce qui fait que ce sont des jeunes français et belges qui ont tué d'autres jeunes, et moins jeunes d'ailleurs. Certains vont dire, qu'il s'agit de cas isolés. Malheureusement quand on nous dit que près de 1 000 jeunes français sont partis grandir les rangs de Daech, le (pseudo-)« état islamique », le cas ne semble pas si isolé. De plus, quand on lit que ces départs touchent des jeunes de toutes origines sociales, religieuses ou autres, ces « Autres » se révèlent être ce qu'ils sont, des « Nôtres ».

Cette rhétorique, qui fait d'un des auteurs un « belgo-marocain » [sic, le sinistre de l'intérieur], en attendant de faire des autres des « franco-maghrébins », ouvre un boulevard à tous les discours fascistes et nationalistes. Car de « djihadiste », on passe vite à « islamiste », puis à « musulman », voire à « immigré » ou « migrant ».

Cette rhétorique, de même que les rodомontades guerrières, nous absout de toute violence, puisque « nous nous défendons » contre des « ennemis barbares ». Comme si la violence que subissent les peuples du Proche-Orient depuis des décennies n'était pas avant tout celle des États occidentaux et de leurs alliés locaux. Comme si la violence sociale, et la désespérance qu'elle entraîne chez certains jeunes, n'était pas celle du capitaliste ultra-libéral défendu par tous les gouvernements depuis plus de trente ans.

Cette rhétorique revient à désigner un bouc-émissaire facile, et à refuser de voir que cette violence est aussi celle de nos sociétés.

Pourquoi des jeunes n'arrivent pas à trouver d'autre idéal que celui du Djihad, si ce n'est que parce que la société est incapable d'en proposer d'autres. Le culte du Veau d'or, le seul admis dans nos belles sociétés démocratiques ultra-libérales, a détruit toute valeur. La culture, le savoir, le sport, et même la politique n'ont plus de valeur en soi, mais seulement en tant qu'ils permettent de gagner du fric, et du pouvoir, c'est-à-dire encore du fric.

Face à des États faillis, et la France est bien un État failli, puisque même sa devise n'est plus depuis bien longtemps qu'un cache-misère, face à ces États, que peuvent faire certains jeunes un peu paumés ? Je ne les excuse pas, mais je ne suis pas en guerre et je ne veux pas vivre en état de guerre.

En fait, je veux bien la guerre, mais pas celle qu'on nous propose, je veux bien la guerre contre ce qui pourrait nos sociétés, contre la domination du fric, contre le capitalisme.

Traître mot : « devoir »

La dette, vous vous souvenez de la dette ? La dette colossale. La dette abyssale de la France ? Plus de 2 000 milliards d'euros. La dette, celle que les députés, les patrons, les macrons et tous les caniches du PAF avaient à la bouche, les babines retroussées, le 13 novembre au matin. Celle qui mettait en danger la République et son pacte.

Disparue !

Depuis que la guerre n'est plus économique, on ne fait plus d'économies. Depuis que la guerre est guerrière, on n'est plus à cent mille balles près.

La troïka s'en fout maintenant de la dette. On peut embaucher des milliers de factionnaires, on casquera plus tard !

Maintenant, c'est le devoir qui remplace la dette.

Devoir se taire, devoir renoncer, devoir accepter, devoir trembler.

Dette ou devoir c'est pareil, c'est la même racine.

La dette vient du verbe devoir et des cadeaux que nos gouvernants font aux riches.

Le devoir vient du verbe devoir et de leurs guerres coloniales sans fin mais avec des fins : le pétrole et le gaz.

La dette nous incombe, le devoir nous oblige. À fermer nos gueules.

Le devoir, c'est la dette, plus l'état d'urgence. Le devoir, c'est la dette en uniforme.

Leurs guerres, leurs religions, leurs profits, leurs fous de Dieu, nos morts, notre dette, nos devoirs.

Ni plier, ni prier !

La guerre, le crime, Dieu, la dette : rien de tout ça n'est légitime.

Ni devoir ni dette !

Ni dieu ni maître !

Bas coup

R

Victor K

R

Résister! #40

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 17/01/2016 - Comité de rédaction : 18/01/2016 - Date de parution : 22/01/2016

Points de dépôts :

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Vêt Ethic : 33, rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon-Désert - Nancy

* Tabac Merlin - 58, rue Isabey - Nancy

Les copains d'abord !...

En deuxième page de son édition du 15 novembre, un article de *L'Est républicain* titrait « Tout le monde est concerné ». Il relatait les événements dramatiques du vendredi 13 vécus en direct par deux élus lorrains. L'un est maire de Jeandelaincourt et le second maire et conseiller départemental de Meurthe-et-Moselle, élu d'Europe Écologie Les Verts (EÉLV). Ben quoi ? On peut être écolo et aimer le football, non ? On peut également aller voir un match de l'équipe nationale au stade de France un vendredi 13... et s'en sortir sans une égratignure !

Que ce tandem soit accompagné de quelques copains, et alors ? C'est plutôt écolo le covoiturage, non ? Vous n'allez pas nous croire, y'a des gens qui trouvent à redire que dans cette voiture il y avait un cadre de la Sita ! Vous ne voyez pas le rapport ?

La Sita est une filiale du groupe Suez Environnement, deuxième groupe mondial dans les domaines de la gestion de l'eau et des déchets. Jeandelaincourt est une unité de classe 1 destinée à recevoir des déchets solides industriels dangereux, dits ultimes, c'est-à-dire ni recyclables, ni valorisables : boues de traitements d'effluents industriels, cendres d'incinérateurs, poudres de peintures, mâchefer, amiantes, etc. Presque tous les déchets dangereux, à l'exception des déchets liquides, inflammables, radioactifs, explosifs ou encore hospitaliers. Sur ces derniers, un lourd soupçon avait été soulevé, il y a quelques années, par des témoignages de riverains, sur des importations nocturnes en provenance d'Allemagne.

Revenons à nos moutons ou plutôt à notre élu écolo. Des mauvaises langues soupçonnent le financement



par la Sita de la participation de nos élus à « cette belle fête ». Ces langues de vipères, auxquelles il ne faut accorder aucun crédit puisque, nous en sommes certains, nos élus démentiront avec véhémence toute collusion, nous affirmant qu'il ne faut pas voir le lobbying partout ! La preuve, il y a quelques années, la Sita avait tenté d'étendre son périmètre en rasant quelques hectares d'un bois voisin. La mobilisation citoyenne, à l'initiative d'élus et d'écologistes locaux, avait empêché cette déforestation annoncée ! Serait-il possible que la Sita revienne à la charge

pour une extension de sa décharge ? Impossible, puisque les habitants de cette vallée ont élu un écolo, qui a rallié la majorité gouvernementale du conseil départemental.

À propos de déforestation (voir article sur les semis radieux), ce même dimanche 15 novembre, notre élu rescapé devait certainement pantoufler devant la télé. Adepte « de la fermeté » du gouvernement et respectueux des règles républicaines, nul doute qu'il n'a pas enfreint le sacro-saint « état d'urgence » en renonçant à soutenir ces centaines de manifestants et amis écolos irresponsables et probablement inquiets à tort de l'héritage pollué honteusement laissé à nos enfants.

Quand le match des élections débutera, il sera toujours temps de crier avec notre élu écolo, footeux et pollueur compatible : « Allez les verts ! »

Nicolas Culot **R**

UN TOIT POUR LES MIGRANTS...

Un Toit pour les Migrants est une association jumelle du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)

La raison d'être de l'association Un Toit pour les Migrants est d'aider des familles à qui le statut de réfugié a été refusé et qui sont donc devenues sans papiers, ainsi que de jeunes étrangers isolés afin de leur permettre de poursuivre leur scolarité.

Lorsqu'après plusieurs années une famille obtient un titre de séjour, le Toit fait de son mieux pour l'aider à payer une partie des taxes exorbitantes exigées par l'État (jusqu'à 700 € pour un couple qui n'a jamais eu le droit de travailler !). Le Toit aide aussi à l'accession à un logement, dans la mesure de ses modestes moyens. Pour les jeunes isolés, le Toit apporte diverses aides matérielles.

Les ressources du Toit pour les Migrants proviennent exclusivement de dons de particuliers. Certains donnent ponctuellement. Ce qui est très bien et ils en sont remerciés. Mais les donations ponctuelles laissent le Toit dans une certaine incertitude quant aux sommes sur lesquelles il peut compter. C'est la raison pour laquelle il est fait appel à ceux qui le peuvent, pour qu'ils optent pour le prélèvement automatique, même d'une somme modeste, qui permettrait au Toit d'être sûr de pouvoir compter sur un montant régulier et ainsi mieux répondre à la demande.

Adresse de contact pour avoir les infos nécessaires : Un Toit pour les Migrants, 17, rue Drouin, 54000 Nancy.

SEMIS RADIEUX CONTRE TERRE IRRADIEE



Après les attentats du 13 novembre, on ne croyait pas que ce soit possible et pourtant, ce fut un bien beau dimanche que ce dimanche 15 novembre 2015 !

Ce jour-là, pas moins de 11 tracteurs et 200 personnes ont convergé à Saudron en Haute-Marne pour labourer, semer et planter 1,5 ha de terre accaparé par l'Andra, à côté de son centre technologique et à quelques pas du « labo » de Bure. Des participants de tout âge ont semé de l'orge et planté des dizaines d'arbres, de boutures et de fleurs. Les Semis radieux, une opération réussie, conviviale et positive en ces temps troublés, pour faire passer un message fort et très déterminé : la terre ne doit pas devenir une poubelle nucléaire !

Malgré le contexte douloureux au lendemain des attentats de Paris, nous avons choisi de maintenir ce rassemblement. Pour dire qu'aucun terroriste ni aucun gouvernement ne pourront jamais faire taire les gens qui se battent pour la vie et pour l'espoir, à l'inverse de tous ceux qui sèment la mort comme les capitalistes de l'armement, du pétrole ou du nucléaire.

Pourquoi cette journée ? L'idée, c'était de marquer notre opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs en mettant en évidence l'immensité de l'emprise de ce projet sur les espaces naturels du Sud meusien et de la Haute-Marne. Car l'enfouissement des déchets nucléaires, ce n'est pas seulement un projet mortifère pour demain et pour les générations futures, c'est aussi dès maintenant 2 000 ha de forêt et 1 000 ha de cultures sacrifiées à la construction du site. Si on les laisse faire, ces surfaces seront définitivement perdues pour recevoir les pires substances que l'homme ait jamais élaborées.



Pendant longtemps les populations locales n'ont sans doute pas bien mesuré l'ampleur territoriale du projet d'enfouissement et ce qu'il supposait comme nuisances. Mais là, on y est. Alors même que l'autorisation du projet n'est pas encore donnée, l'Andra sillonne au propre et au figuré la campagne pour y faire des sondages, pour creuser, bétonner. Elle envoie ses négociateurs, qui au-delà de toute limite éthique n'hésitent pas à harceler les personnes âgées pour s'emparer de leurs terres, à appeler inlassablement jour après jour pour vaincre toute volonté de résistance, à brandir la menace d'expropriation pour intimider ses interlocuteurs. Beaucoup ont tenté de résister mais ont cédé ou déménagé par peur des contrôles. Il se raconte même dans le village de Saudron qu'un jeune agriculteur aurait fait un AVC suite à un échange conflictuel.

Le 15 novembre, nous avons voulu dire que tout ça, c'était fini. Ils ne prendront pas les terres qui devront nourrir les générations futures, et ils ne parviendront pas à rendre notre région inhabitable pour des millénaires.

Les terres sontensemencées, rendez-vous est pris pour l'année prochaine lors de la moisson.

Line C **R**

Dormez braves gens, les esprits sont avec nous !

Je sens bien que vous n'allez pas fort. Il me semble percevoir cet état de déprime qui s'installe en vous. C'est la guerre. Et vous commencez à vous faire à cette idée non sans quelque appréhension. Mais je tiens à vous rassurer. Tout va s'arranger. Les esprits sont avec nous.

L'esprit de Noël, bien sûr. Alors qu'il y a encore une semaine on nous annonçait un Noël tème, où même Strasbourg renoncerait à son antique et réputé marché, nous voyons aujourd'hui les petites cabanes s'installer peu à peu dans tous les espaces que Nancy peut offrir au commerce ambulancier. Les illuminations, entièrement renouvelées, finissent d'être posées et s'allumeront sous la protection de notre bon saint Nicolas dans les prochains jours, venant faire la nique aux vitrines étincelantes en prenant soin de ne jamais les concurrencer. Alors dormez tranquille ! Vous pourrez sortir vos porte-monnaie, faire chauffer vos cartes de crédit. Tout est prêt pour que les Français retrouvent la confiance, comme ils disent.

Mais l'esprit de Noël ne serait pas, s'il ne produisait pas de miracle. Or ce miracle est déjà là, sous nos yeux, et nous avons peine à l'apercevoir. Il se cache derrière des discours guerriers, mais il est bien là, le miracle de Noël, avec son esprit de paix et de fraternité.

Rappelez-vous ! Le premier des Français. Notre Président. Celui qui, il y a quelques semaines, nous assurait avec véhémence qu'on ne négocie pas avec les tortionnaires. Eh bien ça y est, il commence à le faire. Oh ! Pas encore avec le tortionnaire Bachar lui-même. Mais avec son plus précieux ami Vladimir. Si ça c'est pas du miracle !

Mais je ne voudrais pas qu'un sinistre vendredi 13 novembre nous fasse oublier l'esprit du 11 janvier. Vous savez cet esprit qui nous fait retrouver nos vraies valeurs à nous FFFrrrrraannnnçais. Cet esprit qui, main dans la main avec une belle brochette de dictateurs, nous permettra de buter les barbares jusque dans les chiottes. Cet esprit patriote, cet esprit bleu-blanc-rouge qui nous rend notre fierté. Cet esprit qui fait que nous nous sentons bien en sécurité, chacun chez soi. Et les cochons seront bien gardés.

Alors dormez braves gens ! Les esprits sont avec nous. Enfin... si nous ne rêvons pas de liberté, d'émancipation, de fraternité internationale ou de l'égalité qui fait que nous reconnaissons en chaque être humain notre semblable.

Jencri. **R**

Anonymous : du déni de service au déni de justice.

Lundi 9 novembre, trois Anonymous étaient jugés à Nancy pour avoir bloqué les sites de l'Andra, du conseil départemental de la Meuse et du conseil régional de Lorraine. Ils ont été condamnés à 4 mois de prison avec sursis pour deux d'entre eux, 8 mois pour le dernier, ainsi qu'à près de 10 000 euros de dommages et intérêts.

RésisteR! a rencontré l'un d'entre eux.

Quel était le but de l'opération pour laquelle vous avez été condamnés ?

L'opération #opGPII était une opération contre les grands projets inutiles et imposés. C'est une opération qui était portée par le réseau Anonymous, qui est un réseau assez libre. Il n'y a ni chefs ni organisation au sens strict. On met en commun des idées d'actions et suite à un partage entre les membres, il arrive qu'une opération soit lancée. C'est le fruit d'une concertation.

Cette opération a été lancée en réaction à plusieurs aspects des GPII (grands projets inutiles et imposés).

Tout d'abord, le déni de démocratie. Sur tous les grands projets, comme Notre-Dame-des-Landes, le barrage de Sivens ou le projet d'enfouissement de Bure, la concertation démocratique est mise à l'écart. Les élus, parce qu'ils ont été élus, se permettent de faire ce qu'ils veulent et ne veulent surtout pas aller au-devant des citoyens et mettre en place un vrai débat. Pour Bure, on l'a clairement vu avec la pétition signée par plus de 50 000 personnes qui demandait un référendum. Référendum rejeté par le conseil départemental de la Meuse.

C'est aussi le fait que l'argent public est dilapidé. Pour Notre-Dame des Landes, par exemple, on annonce 600 millions d'euros, mais c'est sans doute entre 1 et 2 milliards, si l'on prend tout en compte. L'ensemble des GPII représentent 140 milliards d'euros, selon Le Petit Livre noir des grands projets inutiles. On se sert donc de l'argent des citoyens, mais on ne leur demande pas leur avis et on leur dit même qu'ils n'ont rien à dire.

Et dernier point, ces projets ont un énorme impact environnemental (bétonnage, pollutions, etc.). Pour Bure, on sait de plus que l'enfouissement est une mauvaise solution. Les expériences aux États-Unis et en Allemagne ont été abandonnées.

Concrètement comment se passe une attaque ?

Certains membres du réseau ont identifié des acteurs économiques ou politiques ayant un lien avec ces GPII et les ont désignés comme cibles potentielles. Dans le cas de Bure, c'est par exemple le conseil départemental de la Meuse, qui reçoit de l'argent pour le « laboratoire ». (C'est une manière d'acheter les consciences, le silence...)

Une fois qu'une attaque est lancée, elle est relayée sur le réseau. Personnellement, je me chargeais parfois de relayer et d'écrire des revendications.

Pour les attaques en question, des attaques par déni de service, les sites ont été simplement bloqués pendant quelques heures. Ensuite, on envoyait l'information aux médias, nationaux et locaux. Les médias locaux ont parlé des attaques et partiellement relayé les revendications. Je pense que ce sont ces articles et en particulier celui de L'Est républicain qui ont lancé la machine judiciaire.

C'est ça qui a dérangé, parce que les attaques en elles-mêmes n'ont pas fait de dégâts. Il n'y a pas eu de vol de données ou de destruction du site. C'était vraiment une attaque de base, sans préjudice.

Mais, dans la loi, c'est le même article qui réprime tout type d'attaque informatique.

Quelles furent les réactions à ces attaques ?

Christian Namy, à l'époque président du conseil général de la Meuse (*), disait tout à la fois qu'il ne voulait pas discuter avec des gens masqués et nous répondait par presse interposée... À chaque fois que nous lui avons demandé de se prononcer sur l'idée d'un référendum, il n'a pas voulu répondre... Nous ne nous attendions pas à une réponse positive, mais c'était une manière de le mettre face à ses responsabilités. Nous cherchions à créer un rapport de force différent, en sensibilisant la population au problème de l'enfouissement de déchets nucléaires, alors qu'il n'y avait dans les médias que très peu, voire pas du tout d'informations sur le projet. L'ignorance est cultivée autour de ce projet...

Du point de vue judiciaire, de quoi êtes-vous accusés ?

On m'accuse de « complicité d'attaque informatique en bande organisée ». Le fait que ce soit « en bande organisée » entraîne que le complice est susceptible de la même peine que celui qui commet les attaques. C'est à la suite de la loi du 13 novembre 2014 sur le terrorisme, qui, de plus, alourdit les peines : on risque 10 ans de prison et 150 000 euros d'amende au lieu de 5 ans et 75 000 euros (**).

De plus, ces attaques sont censées avoir été commises contre des « sites à caractère personnel mis en œuvre par l'État ». Or, il n'y a pas d'informations personnelles sur ces sites, c'est des sites vitrines ; et, même si l'Andra est proche de l'État, ce n'est pas un site de l'État. C'est la même chose pour le conseil régional ou le conseil général.

Il y a bien une volonté d'attaquer le réseau en tant que tel. D'ailleurs, dans un mouvement comme Anonymous, il n'y a pas à proprement parler de « bande » et encore moins de « chef », puisque chaque membre décide individuellement d'intervenir ou non vis-à-vis d'une proposition d'action.

L'Andra a demandé 1 euro symbolique, ce qui prouve bien qu'il n'y a pas eu de dégâts. Mais le conseil régional et le conseil départemental de la Meuse ont obtenu respectivement 6 000 euros et 1 500 euros de dommages et intérêts.

Le climat actuel risque de ne pas vous être très favorable...

Si le climat ne nous est pas favorable, avec l'état d'urgence, on en profite pour pénaliser les militants et les opposants. De toute manière, on le voit bien, il y a beaucoup de perquisitions qui ne sont pas justifiées par le terrorisme, mais qui sont dirigées contre les zadistes, les militants écolos...

Il est clair que ça va être de plus en plus difficile avec toutes ces lois, ces lois sécuritaires qui sont surtout là pour sécuriser les intérêts économiques et politiques de certains, pas pour les intérêts des citoyens. D'autant qu'avec les lois sur le renseignement, il s'agit de défendre les intérêts politiques, économiques et industriels de la Nation. Et ces lois sont assez floues pour être dirigées contre un peu tout le monde.

(*) Christian Namy ne s'est pas représenté lors des dernières départementales. Il reste toutefois sénateur de la Meuse et est vice-président de l'Office parlementaire de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques, office présidé par un autre pro-nucléaire invétéré, Jean-Yves Le Déaut (cf. RésisteR! n° 38). (Ndlr.)

(**) Les dernières lois votées suite aux attentats de Charlie ont porté l'amende à 300 000 euros... (Ndlr.)



Après le 13 novembre

Les attentats du 13 novembre à Paris ont suscité des réactions éclatées. Tout le monde s'accorde à dénoncer l'horreur des attentats. Mais après, ça se gâte... Du côté du pouvoir et des partis institutionnels, PCF et FN inclus, c'est le front patriotique : une quasi unanimité pour se draper de tricolore, intensifier les bombardements en Syrie, fermer les frontières et instaurer l'état d'urgence en France. Comme toujours, ce sont ces officiels qui occupent le devant de la scène et les écrans.

À côté et à l'écart, de nombreux réseaux militants, politiques, associatifs et syndicaux, ont avancé que la réponse répressive ne résoudrait rien, et que lutter contre l'intégrisme islamique, comme lutter contre les replis identitaires, nationalistes, fascisants, exige d'ouvrir d'autres perspectives : sur le terrain social, sur le terrain des droits fondamentaux et de la lutte contre les discriminations, sur le plan de l'écologie et de l'avenir de la planète.

Le capitalisme est en train de pourrir sur pieds. Les extrêmes droites, dans leurs variantes racistes ou intégristes, tentent une mainmise sur les esprits. Les textes repris ici indiquent d'autres voies. Il reste à les emprunter.

NE CÉDONS PAS À LA PEUR !

Un carnage. 11 mois après les fusillades de *Charlie Hebdo* et le massacre antisémite de l'Hyper Casher, ce samedi 14 novembre 2015, la France se réveille dans une mare de sang. Dans la nuit du 13 au 14 novembre, une série d'attentats coordonnés en région parisienne a fait près de 130 morts. Cet attentat, revendiqué par l'entité « État Islamique », constitue l'attentat le plus meurtrier perpétré sur le territoire français depuis la Seconde Guerre mondiale.

Alors même que les victimes n'étaient pas encore toutes identifiées, on a vu se répandre dans les médias de multiples amalgames et déclarations guerrières, tel ce politicien d'extrême-droite mettant en cause une prétendue « mosquéeisation de la France ». Dans la foulée, le gouvernement a immédiatement décrété l'état d'urgence, pour la première fois depuis une décennie, ainsi que la fermeture des frontières. L'état d'urgence, c'est, entre autres choses, la suspension des procédures judiciaires légales au profit du préfet et du ministère de l'Intérieur dans nombre de cas (perquisitions, couvre-feu, interdiction de séjour, assignation à résidence, interdiction de manifester et de rassemblement). C'est aussi une suspension de la liberté de la presse, puisque désormais, le ministère de l'Intérieur et les préfets peuvent prendre « toute mesure pour assurer le contrôle de la presse et de la radio ». L'armée est déployée un peu partout sur le territoire national et voit son pouvoir fortement accru au niveau judiciaire.

Ces nouvelles mesures liberticides prises suite à ce carnage méritent d'être remises en cause, sachant que les contrôles aux frontières avaient déjà été renforcés en prévision de la COP 21 afin d'empêcher à des ressortissants d'autres pays de participer aux manifestations contre cette mascarade politicienne sur l'écologie. Effectivement, les activistes écologistes n'ont pas pu entrer, tout comme les migrants. Ce qui n'a pas été le cas des terroristes. On constate ainsi que la mise en place de ces mesures répond davantage à un objectif politique qu'à une volonté de protéger des populations : la fermeture des frontières, comme les multiples mesures sécuritaires (plan vigipirate, et maintenant l'état d'urgence) s'avèrent à chaque fois inefficaces contre des terroristes à la détermination sans faille. Par contre, dans un climat de plus en plus xénophobe, ces mesures renforcent la paranoïa, la peur, et les amalgames douteux.

N'oublions pas qu'au même moment, à Beyrouth, au Liban, plusieurs dizaines de personnes sont mortes dans un attentat terroriste perpétré dans un centre commercial. Encore un carnage qui nous rappelle, à rebours des amalgames douteux qui se déversent dans les médias, que l'entité « État Islamique » frappe partout dans le monde, notamment dans les pays à majorité musulmane.

Toutes nos pensées vont évidemment en premier lieu aux victimes de ces actes épouvantables, ainsi qu'à leurs proches. L'émotion suscitée par de tels actes nous impose de continuer à combattre la réaction, le fanatisme et la haine meurtrière, partout où elle se trouve.



Samedi 14 novembre 2015.

Réseau No Pasaran.

<http://nopasaran.samizdat.net/>

PERSÉVÉRER

« Les conditions de la guerre permettent seulement de voir la face sombre de ce qu'il se passe. Mais il y a une face lumineuse et incroyable à tout cela. Ce sont les gens, les femmes et les hommes qui agissent en silence sur le terrain pour réaliser leurs rêves de liberté et de justice, améliorer le quotidien pour que rien – pas même nos plus de 100 000 morts (NDLR : depuis le nombre de morts dépasse les 250 000) ou le difficile siège ou la trahison de la communauté internationale – ne puisse jamais annihiler la volonté du peuple qui a un rêve et une foi en l'avenir. J'exprime mon grand respect à toutes ces courageuses personnes. Continuons à travailler ensemble pour rendre leur vie plus supportable et rendre leur rêve plus accessible. Merci à tous de me donner l'opportunité de faire entendre mon message. »

Ces mots sont ceux du dernier message de Razan Zaitouneh, combattante syrienne des droits humains et de la démocratie, opposante à la dictature, enlevée par un groupe armé en 2013, alors qu'elle avait décidé ne pas quitter le pays, malgré la traque des bourreaux du régime et celle des groupes terroristes qui lui avaient publiquement donné le choix entre l'exil ou la mort.

Ces mots, universels d'espoir, d'amour et de résistance, nous les reprenons et les dédions à toutes les victimes de la terreur sanglante qui a frappé hier et à leurs proches.

Et aussi à toutes celles et ceux qui ont peur et qui ont mal. Et à toutes celles et ceux qui, malgré la peur et la douleur, gardent haut le flambeau de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, à celles et ceux qui ne renonceront à aucun de leurs combats pour les droits humains.

Nous savons ce que veulent les terroristes, pas seulement nous tuer physiquement, mais aussi et surtout tuer en nous, les valeurs du progressisme et de la raison, faire de nous, par la terreur, des doubles pétris de haine qui fassent écho à leur propre haine et renforcent sa puissance.

Antiracistes, nous savons bien qu'ils ont ici des alliés

précieux parmi les charognards racistes, antisémites, négationnistes, de toutes obédiences, de toutes confessions, qui n'ont pas attendu la fin d'une nuit d'horreur pour répandre encore plus de ténèbres, qu'il s'agisse de diffuser les rumeurs conspirationnistes ou l'appel à la violence islamophobe.

Les révoltéEs syrienEs, pris sous les feux de toutes les barbaries, décimés par la dictature et par Daech nous apprennent pourtant chaque jour que nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra, mais que le chemin de la liberté et de la fraternité humaine, aussi étroit soit-il, est toujours possible.

Que les antiracistes persévèrent, sereinement, car aujourd'hui, plus que jamais, nos voix comptent face aux diatribes de haines qui défigurent le monde et l'ensanglantent.

Paris, le 14 novembre 2015

Memorial 98

<http://www.memorial98.org>

ATTENTATS DE PARIS : CONTRE LEURS GUERRES, NOS SOLIDARITÉS

Une vague d'attentats meurtriers s'est déroulée la nuit dernière à Paris et à Saint-Denis.

L'État français mène des guerres dans plusieurs pays (Irak, Libye, Mali, Syrie...) depuis des années. Ces guerres ont aujourd'hui des répercussions sur le territoire français.

Nous sommes confronté-es à des attaques dont l'objectif est de semer la terreur et d'attiser les clivages au sein de la population. Alternative libertaire condamne ces attentats : tuer des gens au hasard dans la rue et frapper aveuglément dans le seul but de faire peur est abject.

Ces attaques sont l'œuvre d'un courant politique – le djihadisme salafiste – dont les premières victimes sont les populations civiles du Moyen-Orient et qui, au cours des derniers jours, a déjà frappé à Beyrouth. C'est ce même courant politique qui continue de mener la guerre contre les forces progressistes kurdes en Syrie.

Suite à ces attentats, nous allons assister à un déchaînement sécuritaire entretenu par des forces politiques qui surfent sur les peurs pour nous monter les uns contre les autres.

D'ores et déjà, les populations issues de l'immigration et la minorité musulmane de ce pays commencent à être visées par des déclarations politiques et sont exposées à des représailles aveugles.

Ce n'est pas un redoublement des dispositifs liberticides qui empêchera de nouveaux attentats. L'état d'urgence, c'est la suspension de nombreux droits démocratiques, la légalisation de mesures répressives de grande ampleur à l'égard de

différentes couches de la population qui n'ont rien à voir avec ces attentats.

Nous refusons que le gouvernement profite de l'occasion pour interdire les mobilisations syndicales et écologistes à venir.

Tout cela ne mènera qu'à diviser et à renforcer les peurs et les haines. Tout cela ne mènera qu'à une surenchère entre attaques terroristes de plus en plus sanglantes et réponses sécuritaires de plus en plus répressives.

La réponse, ce n'est ni le repli sur soi, ni la militarisation de la société.

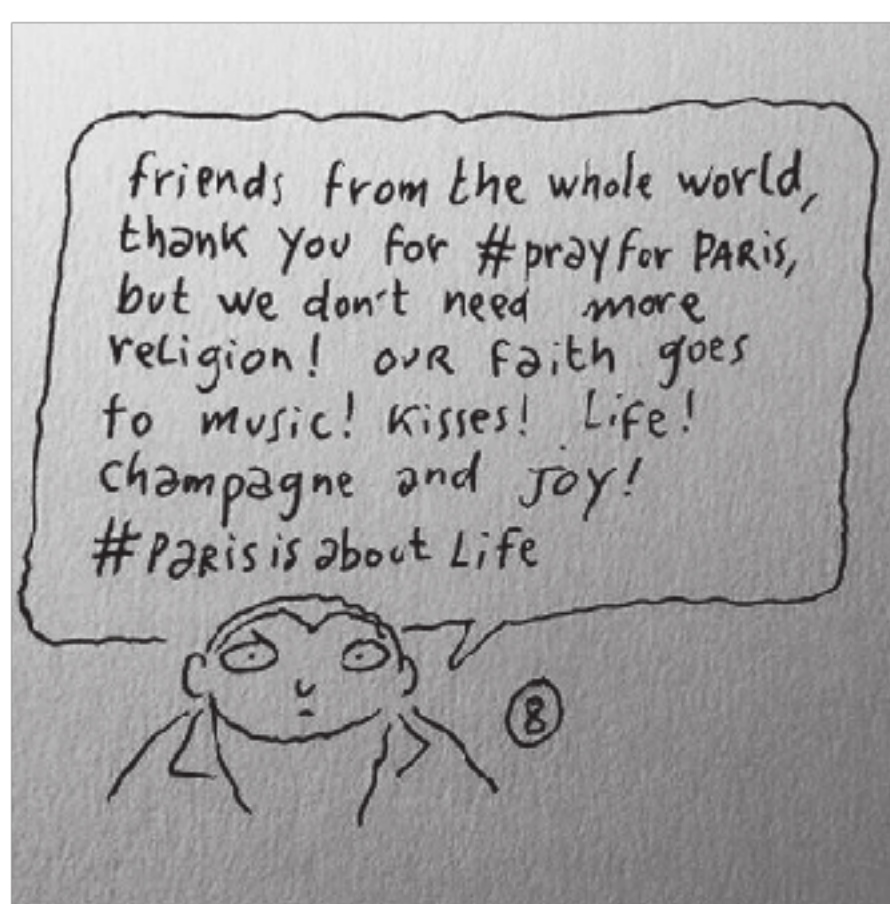
La solution ne viendra pas de celles et ceux qui ont contribué à créer cette situation par leurs politiques militaristes, impérialistes, discriminatoires, haineuses. Ils utilisent cette situation pour imposer une société toujours plus policière et une unité nationale entre exploiters et exploité-es, que nous refusons et dénonçons.

La solution passe par le renforcement des solidarités, dans les quartiers et sur nos lieux de travail, et par le regroupement de toutes celles et tous

ceux qui refusent tous les régimes de terreur. Ne restons pas isolé-es ! Réunissons-nous pour discuter de nos responsabilités face à la situation, en particulier en termes d'actions unitaires de toutes les forces de transformation sociale.

Le 14 novembre 2015

Alternative Libertaire



COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Vendredi 13 novembre, au fil des événements, l'inquiétude grandissante a peu à peu laissé la place à la consternation la plus profonde et à la colère face au bilan sans cesse plus lourd des attentats qui ont eu lieu à Paris : un bain de sang inutile, atroce, nauséabond, rappelant les pires exactions dont l'humanité sait malheureusement se montrer capable.

Les adhérent.e.s et sympathisant.e.s de la Fédération anarchiste sont révolté.e.s contre ces actes de la barbarie. Nous adressons toute notre sympathie aux personnes qui ont subi ces violences, à leurs familles, à leurs ami.e.s, à ceux et celles qui y sont resté.e.s et à celles et ceux qui ont heureusement sauvé leur peau.

Des assassins intoxiqués par une idéologie délirante ont fait régner la terreur à Paris comme ils la font régner au Moyen-Orient et en Afrique. Ils peuvent se réclamer d'un dieu ou de la souffrance des populations en Syrie, en Palestine ou ailleurs. Ils ne sont que des meurtriers qui tentent dérisoirement de donner une justification à leurs actes. Ils n'en ont aucune.

Nous rejetons tout autant les tentatives d'amalgames qui n'ont pas manqué d'apparaître. L'essentiel de ce que l'on catégorise comme des populations musulmanes, sont des individus comme les autres : certains pratiquants, d'autres seulement croyants, d'autres encore athées, tous voulant simplement vivre en paix. Nous en avons tous et toutes le droit légitime.

Nous ne cautionnerons pas davantage les accents guerriers que ces exactions ont instantanément suscitées. L'état d'urgence en France, la tentation de soutenir Bachar el-Assad, de redoubler les bombardements sur des objectifs soi-disant ciblés mais qui font toujours plus de victimes parmi des populations civiles prises en otage, déplacées, dépecées. La guerre engendre toujours la guerre.

Nous veillerons enfin à la mesure de nos moyens à ce que les migrant.e.s ne subissent pas les conséquences des exactions commises par ces fous de dieu qu'ils et elles ont fuis en quittant leur pays dans des conditions extrêmes. C'est la solidarité sans faille de tous ceux et celles qui subissent l'oppression, qui permet l'émancipation.

Ni dieu, ni maître !

Lundi 16 novembre 2015

Fédération anarchiste



LEURS GUERRES, NOS MORTS : LA BARBARIE IMPÉRIALISTE ENGENDRE CELLE DU TERRORISME

Les attentats horribles qui ont eu lieu à Paris vendredi soir, faisant plus de 120 morts, des dizaines de blessés, cette violence aveugle, suscitent la révolte et l'indignation. Le NPA les partage et exprime sa solidarité aux victimes, à leurs proches. Ce drame est d'autant plus révoltant qu'il frappe des victimes innocentes, que les attaques meurtrières visaient la population.

Cette barbarie abjecte en plein Paris répond à la violence tout aussi aveugle et encore plus meurtrière des bombardements perpétrés par l'aviation française en Syrie suite aux décisions de François Hollande et de son gouvernement.

Ces bombardements sont censés combattre l'État Islamique, les terroristes djihadistes, en fait, avec l'intervention et les bombardements russes, ils protègent le régime du principal responsable du martyr du peuple syrien, le dictateur Assad.

Et ce sont là aussi les populations civiles qui en sont les premières victimes condamnées à survivre sous la terreur ou à fuir au risque de leur vie.

La barbarie impérialiste et la barbarie islamiste se nourrissent mutuellement. Et cela pour le contrôle des sources d'approvisionnement en pétrole.

Dans une intervention pitoyable, Hollande s'est décomposé en direct et a bafouillé quelques mots sur la République. Lui qui joue les va-t-en guerres et porte une responsabilité immense dans ce nouveau drame réclame de la « confiance ». Il a décrété l'état d'urgence sur tout le territoire, estimant que la réponse à apporter était de piétiner les libertés fondamentales. Il a été immédiatement soutenu par Sarkozy. Les autorités politiques peuvent ainsi désormais interdire des réunions publiques et contrôler la presse.

Une nouvelle fois, les principaux responsables de ce déferlement de violence barbare appellent à l'union nationale. Ils tentent de retourner la situation dramatique à leur avantage pour étouffer l'indignation et la révolte. Ils ont pour cela un bouc émissaire tout trouvé, les musulmans. Nous refusons toute union nationale avec les responsables des guerres, la bourgeoisie, Hollande, Sarkozy et Le Pen. Nous dénonçons le racisme que distille l'État au nom de prétendues « valeurs de la République » au moment même où, sous couvert de lutte contre le terrorisme, ce sont les droits démocratiques qui sont menacés. Nous demandons la levée de l'état d'urgence.

La seule réponse aux guerres et au terrorisme est l'unité des travailleurs et des peuples, par-delà leurs origines, leur couleur de peau, leurs religions, par-delà les frontières pour se battre ensemble contre ceux qui veulent les faire taire, les soumettre, pour en finir avec ce système capitaliste qui engendre la barbarie.

Pour mettre fin au terrorisme, il faut mettre fin aux guerres impérialistes qui visent à perpétuer le pillage des richesses des peuples dominés par les multinationales, imposer le retrait des troupes françaises de tous les pays où elles sont présentes, en particulier en Syrie, en Irak, en Afrique.

Montreuil, le 14 novembre 2015

Nouveau Parti Anticapitaliste

CONTRE TOUS LES FASCISMES, POURSUIVRE LA LUTTE

Face au caractère exceptionnel des attentats qui ont frappé Paris et ébranlé la France entière le vendredi 13 novembre, ils vont être nombreux ceux qui, jouant sur la peur et l'incompréhension que cette situation suscite, prétendront l'avoir prophétisée et voudront imposer leurs solutions xénophobes et sécuritaires. Pour ce qui nous concerne, nous avons peu de certitudes, mais nous voyons bien qu'un certain nombre d'évolutions inquiétantes, observées avant même les attentats, vont probablement s'accélérer, laissant présager un avenir plutôt sombre, non seulement pour la lutte antifasciste et antiraciste, mais plus largement pour le climat social en France.

La première, c'est la libération de la parole raciste et la banalisation de l'extrême droite dans l'espace public. Il est notable que les réactions les plus radicales sont venues des rangs de la droite dite « de gouvernement » incarnée par Les Républicains, exacerbant les peurs pour les diriger vers les réfugiés et les musulmans. Nadine Morano, qui avait parlé de la France comme d'un « pays de race blanche » en septembre dernier, considère les migrants comme d'une « armée de jeunes hommes qui arrivent en Europe », assimilant la vague migratoire actuelle à une offensive militaire ; Laurent Wauquiez, secrétaire général des Républicains, et Eric Ciotti, conseiller en sécurité de Sarkozy, prônent l'enfermement de toutes les personnes soupçonnées d'islamisme radical par les services de renseignement (environ 4 000 personnes) dans des « centres d'internement »... Du côté du Front national, à quelques exceptions près, on garde un profil bas, « respectable », car l'enjeu pour le parti de Marine Le Pen aujourd'hui n'est plus de se faire remarquer, mais d'apparaître suffisamment responsable pour diriger le pays, dans la perspective des élections de 2017. Ainsi, quand François Hollande reçoit dimanche 15 novembre tous les dirigeants de partis politiques, y compris Marine Le Pen et ses lieutenants Florian Philippot et Nicolas Bay, mais aussi un souverainiste, Dupont-Aignan, qui s'était illustré dernièrement par ses propos racistes sur les migrants, il reconnaît au FN le statut de parti « comme les autres ». Quand le FN annonce suspendre sa campagne électorale (comme le Parti socialiste), alors même que les élections sont maintenues, il fait d'une pierre deux coups : il reste « décent », tout en étant sûr de récolter au final les fruits électoraux du climat de peur actuel. De son côté, l'extrême droite radicale, en particulier les Identitaires, lui rendent service en jouant les trublions, rôle naguère dévolu au FN : heureusement, lors de leurs tentatives pour perturber des hommages rendus à Lille, Lyon et Metz, la poignée de militants venus crier leur haine de l'étranger a dû à chaque fois partir sous leurs huées des gens rassemblés en hommage aux victimes. Quoi qu'il en soit, le FN a besoin

d'eux, et saura probablement les récompenser, pour assurer l'agitation raciste que sa nouvelle stratégie ne lui permet plus d'assurer.

La seconde, c'est l'atteinte aux libertés que le climat sécuritaire actuel va favoriser. Dès avant les attaques de Daech, des contrôles renforcés avaient été mis en place aux frontières, pour bloquer la venue de militants écologistes radicaux venus manifester à l'occasion de la COP21. Avec la mise en place de l'état d'urgence, toutes les manifestations publiques ont été interdites pour au moins les six prochains jours à Paris. Cette volonté d'éviter tout rassemblement, aussi bien commémoratif que revendicatif, et les autres possibilités que l'état d'urgence donne potentiellement au gouvernement (restreindre la liberté de la presse, instaurer des couvre-feux, etc.) répond autant à des impératifs sécuritaires que politiques, car « l'unité nationale » ne peut pas être éprouvée par les faits, aucune voix discordante ne pouvant s'exprimer librement. Les différents rassemblements spontanés qui ont eu lieu ce week-end dans la capitale montrent certes les limites de cette position de principe, mais les mouvements de panique qui les ont accompagnés risquent de la faire paraître légitime.

Enfin, c'est la difficulté que les luttes sociales et de solidarité vont rencontrer, alors même qu'elles étaient déjà difficiles à mener. Face à la surenchère de paroles racistes propagées par l'extrême droite et les conservateurs, face aux mesures sécuritaires à venir par lesquelles le gouvernement prétend protéger la population, nous aurons à trouver des réponses appropriées et audibles par toutes et tous. La plus urgente, c'est la solidarité avec les migrants et les réfugiés qui fuient la terreur de Daech dans leurs pays, sans omettre la responsabilité des pays occidentaux dans la guerre. Ensuite, nous devons accompagner les revendications de dignité des habitants des quartiers populaires, trop souvent traités comme des citoyens de seconde zone. Enfin, nous lutterons toujours pied à pied contre l'extrême droite, quels que soient les partis ou les individus qui diffusent ses idées. Aucune déclaration, aucun soi-disant « dérapage » ne seront oubliés : pas d'excuse pour les politiciens qui croient pouvoir se faire élire en attisant la peur des gens. Nous ne nous laisserons pas diviser, ni par les islamistes de Daech, ni par l'extrême droite islamophobe et xénophobe, et nous défendrons toujours l'idée d'une société ouverte dans laquelle, avec ou sans-papiers, français ou migrants, nous voulons vivre et lutter pour la défense de nos droits et de nos libertés.

Le 16 novembre 2015

La Horde

<http://lahorde.samizdat.net/>

NON À L'ÉTAT D'URGENCE !

Les députés viennent d'approuver la prolongation de l'état d'urgence, députéEs du Front de gauche incluEs.

Pour « Ensemble! », si des mesures sont nécessaires pour assurer la sécurité des populations, l'état d'urgence fait peser de graves menaces sur les libertés publiques et le droit de manifestation. Déjà, plusieurs manifestations ont été interdites : celles contre les violences faites aux femmes le 21 novembre, en solidarité avec les réfugiéEs le 22 novembre, et, à l'occasion de la Cop 21, les 29 novembre et 12 décembre. Ce dispositif s'inscrit dans un processus de durcissement constant des textes législatifs parallèlement à une réduction des moyens de la police et de la justice.

L'état d'urgence implique que l'autorité administrative a pendant trois mois la prééminence sur la justice.

L'actuelle surenchère sécuritaire puise dans les propositions de la droite et de l'extrême-droite. Elle les légitime.

Ainsi en est-il de l'assignation à résidence pour les personnes censées menacer l'ordre public ou dont le comportement, les fréquentations iraient dans ce sens. Toutes les interprétations extensives, les stigmatisations sont rendues possibles.

Ainsi en est-il du recours possible de bracelet électronique pour certains assignés à résidence, de la déchéance de nationalité ou du visa de retour.

En parallèle, le gouvernement en profite pour donner son feu vert à l'armement des policiers municipaux et au port d'arme pour les policiers en dehors de leur service.

C'est pourquoi, « Ensemble! » condamne la prolongation de l'état d'urgence voulue par F. Hollande et son gouvernement et qui préfigure ce que pourrait être la réforme constitutionnelle instaurant un régime civil d'état de crise.

Ce n'est pas d'une refondation sécuritaire et autoritaire dont nous avons besoin mais d'une République sociale et démocratique, de plus d'égalité, de justice sociale et de liberté, ce qui implique la lutte contre le chômage et la précarité, contre tous les racismes, les discriminations.

Le 19 novembre 2015.

Ensemble!

ÉTAT D'URGENCE, MARCHES INTERDITES, ESCALADE MILITAIRE : LA DÉMOCRATIE MENACÉE

Ni le deuil suite aux effroyables attentats, que nous partageons toutes et tous, ni les menaces réelles qui pèsent encore, ne peuvent justifier l'interdiction de toutes les

manifestations. L'interdiction de la marche pour le climat du 29 novembre et des manifestations du 12 décembre à la fin de la COP 21 renforce le sentiment de dépossession et la confusion entre sécurité et ordre sécuritaire. Ces manifestations, préparées de très longue date, sont le moment d'une parole et d'une expérience citoyenne internationales pour faire advenir des sociétés justes et soutenables, moment historique pour l'avenir de la planète et de l'Humanité.

L'état d'urgence est prolongé de trois mois, sans aucune perspective de sortie. Or, la pire des politiques est bien de mettre la démocratie en veilleuse et de basculer dans un régime d'exception permanent. La sécurité est indissociable des libertés publiques, c'est une société consciente, active et mobilisée qui assurera la pérennité de la vie démocratique et de la vie tout court.

Les attentats du 13 novembre justifient évidemment une forte réaction policière et un renforcement des mesures de sécurité tant que les auteurs n'ont pas tous été arrêtés. Cela ne justifie en rien une dérive sécuritaire qui prive les sociétés des moyens de se défendre face à ce qui les menace. Ces attaques ont été aveugles et elles créent aujourd'hui un sentiment d'insécurité fort dans la population. Raison de plus pour occuper pacifiquement l'espace public, comme cela s'est réalisé

spontanément pendant les derniers jours, sur les terrasses, sur les places publiques.

Concernant la COP 21, nous connaissons les conséquences dramatiques, y compris en termes de sécurité, d'un réchauffement climatique non contenu. Aucune armée ou escadron de police ne pourra résoudre cette question là. Seule une société inventive, éprise de justice et de démocratie, pourra faire face à ces enjeux. Les mobilisations pour le climat sont aussi notre réponse aux terroristes : vous rêvez de tuer et de mourir, nous voulons la justice sociale et préserver la vie sur cette Terre que nous avons en partage.

Attac appelle les organisations de la société civile à prendre des initiatives communes en défense des libertés démocratiques, à commencer par la liberté de rassemblement et de manifestation. Lors de la COP 21 nous trouverons ensemble les moyens de signifier au monde entier les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité entre les Hommes et avec la nature.

Nous appelons à renforcer toutes les initiatives décentralisées prévues pour les 28 et 29 novembre, à participer au Sommet citoyen pour le climat les 5 et 6 décembre à Montreuil, à s'inscrire dans les activités de la Zone action climat (ZAC) au « 104 » et enfin à préparer et discuter collectivement des manifestations du 12 décembre à Paris.

Le 19 novembre 2015

Attac France



Lettre ouverte à Monsieur le Président

Union
syndicale G10
Solidaires

4, rue de Phalsbourg
54000 NANCY
Téléphone : 03 83 35 01 48
Solidaires54@gmail.com

Le président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle nous a adressé une invitation à la réception qu'il organise en votre honneur dans les locaux du Département ce jeudi 29 octobre 2015. Nous le remercions de cette attention à notre égard comme à celle des autres organisations syndicales. Malheureusement il est à craindre, Monsieur le Président, que vous ne partagiez pas cette démarche démocratique et respectueuse des relations sociales dans notre pays.

L'union syndicale Solidaires est très majoritairement constituée de syndicats SUD. Comment oublier votre insulte à notre activité de représentants et surtout de défense des intérêts des salariés quand secrétaire du Parti socialiste le 26 novembre 2007 vous vous félicitez de « l'évolution réformiste de la CGT » en prenant soin d'ajouter : « Le syndicalisme que l'on doit combattre c'est celui de SUD ! »

Nous n'avons pas changé ! Et vous ?

Au-delà de vos mots inacceptables, la raison principale pour laquelle nous déclinons cette invitation à vous rencontrer est votre politique, que nous considérons plus que régressive pour ne pas dire assassine pour les salariés que nous sommes et pour ceux que nous représentons. Les lois Macron et Rebsamen, initiées par votre gouvernement, sont autant de coups de poignard dans le

dos des travailleurs et de leurs syndicats.

L'accompagnement au libéralisme par les cadeaux que vous multipliez aux entreprises, par le démantèlement de tous les services publics, par la criminalisation de l'activité syndicale, par la réduction drastique du Code du travail, par votre politique en matière de santé qui nous conduit vers sa marchandisation et la fin prochaine de la Sécurité sociale, par la poursuite des réformes des retraites qui nous conduira également vers la fin de la retraite par répartition, cet accompagnement au libéralisme vous fait piétiner les droits et les valeurs chèrement acquis par le sacrifice de nos prédécesseurs et par vos aînés socialistes dont vous usurpez la descendance.

Monsieur le Président, votre politique brise nos espérances...

Changez... ou partez !



François aime les Lucette

« Moi président de la République, j'essaierai d'avoir de la hauteur de vue, pour fixer les grandes orientations, les grandes impulsions, mais en même temps je ne m'occuperai pas de tout, et j'aurai toujours le souci de la proximité avec les Français. » Air connu.

Lors de la visite de François Hollande dans un quartier populaire de La Courneuve, le 20 octobre dernier, les huées qui l'attendaient derrière les cordons policiers ont surpassé en retentissement quelques frêles applaudissements, au point de toucher l'amour-propre présidentiel, pourtant tout gonflé de son importance. Les images largement diffusées de ce non-événement – on savait ce qu'il en était de sa popularité – ont rappelé d'autres situations similaires : les sorties publiques de Sarkozy, lui aussi pleutrement protégé par la maréchaussée.

La perspective pour Hollande de se succéder à lui-même est problématique. La courbe du chômage ne s'inverse pas, sauf dans les déclarations alambiquées des ministres du Travail successifs, François Rebsamen, puis Myriam El Khomri. L'économie fout le camp, tout comme les capitaux et les bénéfices. La planète est en surchauffe, qu'il s'agisse

d'environnement ou de diplomatie. Aucune des grandes crises auxquelles nous faisons face ne trouvera de réponse d'ici mai 2017. Quel sort cruel pour Hollande de voir les circonstances se déchaîner contre une réélection tant désirée ! Comment la patrie pourra-t-elle se passer de lui ?

Heureusement, tout n'est pas perdu. L'ordre médiatique libéral peut favoriser les projets présidentiels de Hollande et le remettre en selle, sur un scooter électoral doré. Une petite opération de communication peut y contribuer. Il suffira de trouver un endroit pas trop hostile, de le repeindre en rose, de semer un tapis de pétales pour le confort des semelles présidentielles, de convoquer quelques admirateurs inconditionnels, qui ne pourraient pas refuser de se rendre au rendez-vous à l'heure dite, de faire les risettes et les selfies qui conviennent, de donner l'impression, de manière démonstrative, qu'ils vivent dans le meilleur des mondes possible.

Le studio de *Plus belle la vie* n'étant pas disponible, il a fallu trouver ailleurs cet endroit improbablement idéal. Une ville résiste à la déprime ambiante : Vandœuvre-lès-Nancy. Elle respire la joie de vivre, le bonheur et les petites fleurs.

Elle est gérée par le maire Stéphane Hablot, membre du Parti socialiste, tendance « les Français d'abord ».

Le 29 octobre, il a revêtu son plus beau costume de premier communiant pour accueillir le cortège des officiels, Hollande en tête, dans son village Potemkine, lui présenter les résultats mirobolants de la politique de rénovation urbaine menée par Sarkozy et Borloo. Le maire de Vandœuvre avait « convié » aimablement ses administré-e-s, ayant bénéficié de bonne grâce qui de l'attribution d'un logement ou qui d'une subvention, pour venir faire la claque à Hollande (dans le sens d'applaudir, nos aimables lectrices/lecteurs auront compris). Peu de commentateurs professionnels se sont étonnés, alors, de voir tout à coup, une semaine après La Courneuve, Hollande accueilli avec tant de bienséance, de liesse et d'enthousiasme. Certes, le public est maladivement friand d'attractions foraines et de *news people*, mais cela ne peut suffire à expliquer cette soudaine ferveur. Le PS avait sans doute dû donner quelques instructions à la section locale de ses adhérents...

Le clou de l'après-midi fut la visite de l'appartement d'une

dans son nouveau logis. En revanche, l'histoire ne dit pas si des employés municipaux sont venus refaire le ménage après le départ de ces excellences. (Un troupeau d'éléphants, ça fait de la poussière et du dérangement.) Au final, il ne s'est pas dit grand-chose. Quelques propos de palier, la propreté de l'entrée de la résidence, les nouvelles boîtes aux lettres, les poubelles... Pourtant, Lucette aurait bien aimé parler d'un autre sujet, qui lui tient à cœur. À BFM TV, elle a déclaré : « *Mardi, des gens sont venus, de l'Élysée, pour me poser des questions, pour savoir ce que je devais dire et ne pas dire. Je voulais dire qu'il [Hollande] s'occupait beaucoup d'immigrés et pas beaucoup des clochards qui crèvent dans la rue, mais ça, il ne fallait pas que je le dise.* » De fait, elle a dû se contenter de répondre aux questions programmées ; il aurait été inutile pour elle de vouloir détourner la conversation.

Le bidonnage a été révélé par la presse. Le Président a trouvé la pause-café chez Lucette un peu salée. Les sources divergent sur la paternité de l'opération « Oui Oui chez les ravis de la crèche », nom de code « je suis l'ami du

peuple ». La cellule communication de l'Élysée ? C'est probable, même si elle s'en défend. Un conseiller cité par *L'Express* a affirmé que les questions étaient totalement improvisées. La préfecture de Meurthe-et-Moselle ? C'est possible, au risque d'interrompre à regret sa chasse aux sans-papiers. Toutefois, dans les médias, Stéphane Hablot, en tant que chef du village, a tenu absolument à s'en attribuer l'entier mérite.

Sur le site *LorActu*, il a déclaré que l'Élysée lui avait bien donné « *carte blanche* » pour organiser la visite et que « *ça le fait marrer d'entendre dire qu'on aurait dit à Lucette de fermer sa gueule [au sujet des immigrés], parce que, sur le fond et dans son raisonnement, je la rejoins !* ».

Certains cyniques font mine de ne pas s'émouvoir qu'on puisse encore, de nos jours, organiser ce genre de mascarade, qui ne trompe personne, même les médias, pas dupes quoi qu'en dise. Le plus grave, c'est d'avoir contourné la question qui taraude tant Lucette et qui fait – et fera – le succès du Front national lors de toutes les échéances électorales. Le courage eût consisté pour François Hollande à apporter la seule réponse qui convienne. Ne pas le faire, c'était approuver la position de Hablot. Tant que la gauche ne saura pas expliquer et affirmer haut et fort que ce pays est infiniment riche, au point de pouvoir en même temps régler le problème de la misère, sous toutes ses formes, et accueillir ceux/celles qui frappent à sa porte, elle renforcera mécaniquement l'extrême droite, qui ne cessera de progresser en s'appuyant sur la concurrence entre les pauvres, conséquence de l'ordo-libéralisme soutenu par Moi Président, Valls et leur majorité de pacotille.

Piéro **R**



honorale habitante d'un immeuble réhabilité : Lucette Brochet, 69 ans, ancienne aide-soignante. Que cette dame soit la mère d'un copain d'enfance de Stéphane Hablot n'est que pure coïncidence, Vandœuvre est un village où tout le monde se connaît. Qu'elle ait été en 32^e position sur la liste des municipales conduite par cézig en 2008 montre son abnégation. Bref, les faits prouvent que c'est par un coup de chance formidable que Lucette a eu la joie d'accueillir dans son humble logis François Hollande et sa cour (deux ministres, un député, un maire, un président de communauté urbaine, un chef des pompiers, un académicien, un maréchal des logis, un joueur de mirliton...).

Quoi qu'il en soit, la mairie de Vandœuvre n'avait rien laissé au hasard. Une employée municipale était venue faire le ménage le matin, des fois que Lucette eût été une souillon ; d'autres avaient apporté un bouquet de fleurs, pour occuper à lui seul un tiers du volume de la cuisine, des chaises, des tasses et des thermos de café. Cela sur le compte des menus frais.

François Hollande vint chez Lucette. Tout se passa dans une franche rigolade. La sympathie fut immédiate. Il était évident que le Président de la sixième puissance mondiale était resté proche des vraies gens. Chacune de ses boutades provoqua l'hilarité. Il était évident que Lucette se plaisait

On nous ment ! La dette est construite...

1. Par qui, pourquoi ? Un peu d'histoire

Les détenteurs de capitaux sont historiquement à l'origine de la crise actuelle. Leur but est bien évidemment d'augmenter leurs profits. Pour cela, leur recette est d'une simplicité extraordinaire :

- a) casser les acquis sociaux et baisser les salaires,
- b) faire passer les masses financières énormes liées aux services publics (enseignement, santé, retraites, PTT, SNCF, etc.) dans les mains des détenteurs de capitaux (privatiser) pour en faire des profits.

Ces gens – le 1 % de la population mondiale le plus riche qui possède plus de patrimoine que les 99 % restants – sont certes des requins insatiables¹ mais ils sont doués d'une intelligence et d'une patience diaboliques. En effet, ces néolibéraux ne datent pas d'hier, ils ne sont pas si « néo » que cela... Leur première manifestation publique date d'août 1938, lors du colloque Walter Lippmann organisé à Paris. C'est au cours de ce colloque qu'apparaît pour la première fois le terme de « néolibéralisme ». Officiellement, ce colloque avait pour but de promouvoir un (néo) libéralisme s'opposant au fascisme, au communisme et à l'interventionnisme des États (planification, réglementation, etc.). Mais on peut aussi remarquer que ce colloque arrive après un cycle de conquêtes sociales remarquables : la journée de 8 heures (1919), l'interdiction du travail des enfants (1914, 1926, 1930), les congés payés (1936), etc.

Mais c'est sans doute un hasard...

La guerre ne sera qu'une parenthèse fructueuse dans cette construction néolibérale. Mais, à la Libération, la collaboration massive du grand patronat européen avec le régime nazi placera les possédants dans une situation fort embarrassante (c'est eux qu'on aurait dû tondre !). Cela facilitera la tâche des gouvernements d'après-guerre dans leur mise en œuvre du programme du Conseil national de la Résistance : services publics, Sécurité sociale, Caisse de retraite, droits syndicaux, SMIG, EDF, SNCF, etc.

Mais, même s'ils font profil bas, les possédants ne désarment pas pour autant. Dès avril 1947, dans la petite station suisse du Mont-Pèlerin près de Vevey, l'économiste von Hayek réunit 36 personnalités (économistes, philosophes, patrons, etc.), violemment opposés aux réformes sociales et aux interventions régulatrices des États. Ils fondent la Société du Mont-Pèlerin dont le but déclaré était de convertir à nouveau les états au libéralisme. À cette époque, conscients que le vent de l'histoire ne souffle pas vraiment dans leur sens, ils veillent à ne pas se précipiter, à ne pas chercher des résultats immédiats et donc fragiles, mais à préparer soigneusement ce qu'il conviendra de faire lorsque le sens du vent basculera... Convertir les états au libéralisme, certes, mais progressivement, et en attendant, mettre en place une société de la facilité propice à leur projet : la société de consommation...

Ils ont mis 30 ans... Cette préparation aboutit en 1974, 1979 et 1981 avec les avènements de Giscard puis Mitterrand en France, Schmidt en Allemagne, Thatcher en Grande-Bretagne et de Reagan aux USA...

On allait pouvoir passer aux choses sérieuses et arrêter de rêver !

2. Comment ont-ils fait ?

Là encore la stratégie des possédants est simple, même si tous les processus mis en place pour y parvenir sont parfois assez obscurs.

a) Désintéresser le peuple de la politique :

— *La société de consommation* mise en place au cours des années 1945 – 1975 (les 30 Glorieuses) prend là tout son sens : Consommez ! Consommez ! Consommez ! Pendant que vous dépensez votre énergie à trouver l'argent pour acheter une plus grosse voiture que votre voisin, vous ne réfléchissez pas à la politique que nous menons ! Afin d'être bien certain que la réflexion et la critique politique disparaîtront, des idées simplistes qui expliquent tout, surtout quand elles sont complètement fausses, sont largement propagées.

— « *Les étrangers (les Arabes, les Noirs, les Roms, etc.) sont responsables de tout...* » (sûrement pas les détenteurs de capitaux !). Ce n'est pas un hasard si la renaissance des extrêmes droites fascistes date de ces années-là.

— « *C'est évident, il faut rembourser la dette, un État est comme un ménage, il ne peut pas survivre avec une dette trop forte !* » Tu parles ! T'as déjà vu un ménage créer de la monnaie toi ? Un État, si ! L'État était maître de sa monnaie... jusqu'à ce que nos politiques y mettent bon ordre (voir ci dessous les § sur la loi de 1973 et les traités de Maastricht et de Lisbonne).

— « *C'est compliqué, très compliqué, bien trop compliqué pour vous...* » Laissez faire les experts, eux savent... Ah ! Nos chers experts, on se demande ce que les radios et les télé diffuseraient s'il n'y avait pas des experts !

Bon, tout cela est bien joli, mais la dette dont on nous rebat les oreilles, il faudrait penser à la créer, sinon tout cela ne tient pas... Alors comment ont-ils fait, nos requins insatiables ?

b) Créer de la dette... Mais comment ?

— Loi de 1973 puis traité de Maastricht puis de Lisbonne

Sur le coup là, nos requins insatiables ont fait dans la dentelle, ils y sont allés tout doucement.

Avant 1973 (en France), l'État était complètement maître de sa monnaie, la Banque de France fournissait à l'État l'argent dont il avait besoin (création monétaire) sans intérêt. La loi de 1973 ne fait qu'introduire des limites : les dix premiers milliards sans intérêt, puis avec un intérêt faible, puis sur les marchés financiers.

L'article 104 du Traité de Maastricht (1992) interdit ce fonctionnement aux États et les oblige à emprunter aux banques privées, aux marchés financiers, qui eux s'alimentent auprès des banques centrales, puis de la BCE. Ce mode de fonctionnement est gravé dans le marbre par l'article 123 du Traité de Lisbonne.

Les États n'ont plus le droit d'emprunter à leurs banques centrales (intérêts entre 0 % et 0,5 % environ) mais doivent passer par les banques privées (intérêts entre 2 % et 12 %).

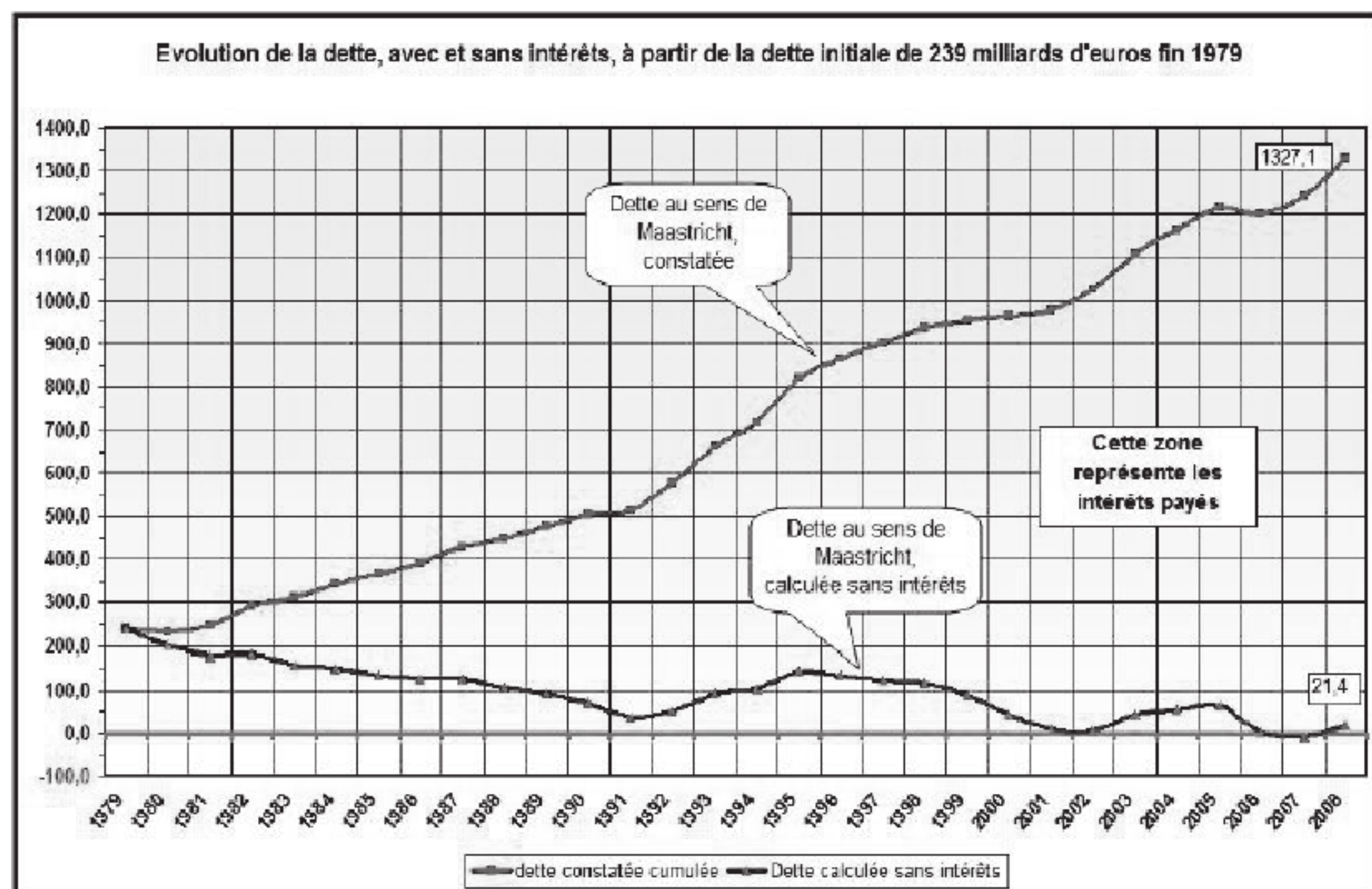
CONJUGUONS LE PLAN DE RIGUEUR

Je paye la dette
Tu payes la dette
Il paye la dette
Nous payons la dette
Vous payez la dette
Ils s'enrichissent



...consciemment, la crise est voulue...

La figure ci-dessous (évolutions de la dette française entre 1979 et 2008 avec et sans les intérêts) montre clairement l'efficacité de ces mesures dans la construction de la dette... et l'ampleur des profits réalisés sur nos dos par nos requins insatiables : ce sont les actionnaires qui se partagent ces intérêts volés sur nos impôts !



En euros constants 2006, de fin 1979 à fin 2006, la dette passe de 229 milliards d'euros à 1 142 milliards d'euros. Sur la même période, le **total des intérêts payés est de 1 176 milliards d'euros**... Mais non, puisqu'on vous dit que la dette ne vient pas des intérêts... C'est très compliqué... Laissez penser les experts.

Remarquons au passage que nos brillantes femmes et hommes politiques ont fait passer le pouvoir de création monétaire des États aux banques privées ! Les requins insatiables sont vraiment très forts !

— Baisser les recettes des états

- En France, pour les hauts revenus, le taux de la dernière tranche d'imposition est passé de 70 % en 1960 à 40 % en 2010... Deux commentaires à faire sur cette réalité :

- Impossible de trouver une estimation du manque à gagner pour l'État...
- Aujourd'hui, qui trouve encore normal de payer des impôts ? Posez la question autour de vous. Attention, pas sur l'utilisation des impôts... Seulement sur le fait de payer des impôts. Attention, pas sur le fait que certains possédants en payent peu et nous beaucoup... Seulement sur le fait de payer des impôts. Vous verrez que nos requins insatiables ont réussi à mettre une bonne partie de la population de leur côté.

- Le coup de génie de la mondialisation

Derrière les beaux mots d'ouverture sur le monde, de liberté des échanges, etc. la mondialisation est faite avec la brutalité que l'on connaît. Elle a permis en quelques années :

- Une baisse directe des salaires. Depuis 30 ans, en Europe, 9 %

du PIB est passé de la rémunération des salariés à la rémunération des actionnaires. Cela représente en France 200 milliards d'euros par an... Non, vous ne rêvez pas... Si, vous avez bien lu, 200 milliards d'euros par an en France². Par le jeu des contribu-

tions sociales, impôts et autres TVA, cela représente environ un manque à gagner de 100 milliards d'euros par an pour les salariés (soit 300 € par mois³ environ, pour chaque salarié français).

- Et une baisse équivalente des recettes de l'État et donc des services publics. 100 milliards par an de moins dans les caisses de l'État !... Le fameux trou de la Sécurité sociale prévu en 2015 est d'à peine 10 milliards d'euros !... Hihhi !... Sans commentaire !

- De plus... Mais non, ce n'est pas fini, ils sont vraiment insatiables nos requins ! Cette merveilleuse mondialisation

s'est accompagnée d'une dérégulation extraordinaire des mouvements de capitaux et de l'explosion des paradis fiscaux. Grâce à cela, les multinationales ne payent pratiquement plus d'impôts ! Ainsi une PME bien franco française paye 33 % d'impôts sur ses bénéfices pendant que Total (4,2 milliards de bénéfices en 2014) ne payait rien en 2012 ni en 2013 !... Et ce, de manière parfaitement légale.

* Non, je ne parlerai pas de la fraude fiscale... Qui, en France, est estimée autour de 70 milliards d'euros par an.

Conclusion :

Y a pu d'sous !... C'est la crise !...

Il faut rembourser la dette !...

Donc travailler plus et gagner moins...

Au boulot, fainnants !

Boudzan **R**

1. Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'Humanité.
2. Inutile de chercher sur internet la confirmation de cette information. Elle est bien cachée, personne ou presque n'en parle. Je ne l'ai lue ou entendue que trois fois depuis six ans : une fois dans un journal légèrement subversif (*Fakir*, dont je vous recommande chaudement la lecture) et deux fois sur France Culture. Les chiffres donnés étaient tous les mêmes, entre 180 et 220 milliards d'euros par an !
3. Tous les chiffres donnés dans cet article n'ont pas la prétention d'être exacts, ce ne sont que des ordres de grandeur.

Peuple sahraoui, les inondations

Comme souvent, les médias oublient ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée... Depuis quelques semaines, des milliers de familles sahraouies ont perdu leurs toits et les réserves alimentaires sont noyées ! En cause, les pluies diluviennes qui se sont abattues durant plusieurs jours, dans les campements de réfugiés sahraouis, autour de Tindouf. Les constructions de sable ne sont pas faites pour de telles circonstances.

Aux dernières infos locales, on parle de 25 000 personnes « affectées » dans les camps ! Les inondations perturbent le déplacement des secours. Ils ont besoin de tentes, de bâches, ... l'ASPS Lorraine a décidé de les aider ! On ne parle jamais de ce peuple mais là, mais après 40 ans d'exil et d'occupation de leur territoire, c'est le moment ! L'Espagne a réussi à mobiliser 3 avions qui arriveront avec des tentes, des couvertures et de l'eau potable.

L'ASPS Lorraine peut recevoir les chèques (**inscrire au dos « inondations campements »**) :
17, rue de la Sciote 88110 Allarmont ; nous établirons un rapport sur la transmission des fonds.
 Nous ferons parvenir les fonds aux organisations humanitaires qui sont sur place (essentiellement le Croissant Rouge sahraoui, l'équivalent de la Croix-Rouge)
 D'autres infos ici : <https://aspslorraine.wordpress.com/>
 Merci,
 Philippe, pour l'ASPS Lorraine

Meeting syndical.

Le à 18 h

(sonve)

INTERDIT !

Spectacle - Comédie
 "Les élections"
 6 et 13 décembre

MAINTENU !

Tous un

ANNULÉ !

Stade Picot
match de foot
 entrée payante

MAINTENU !

marché de Noël
 "les affaires continuent"
 NANCY
 Activité commerciale

Cercles de silence

Pont à M

ANNULÉS !

Manifestation
 Départ 14 h place de Londres.
 Rassemblement, stands,
 concerts

INTERDIT !

AGENDA

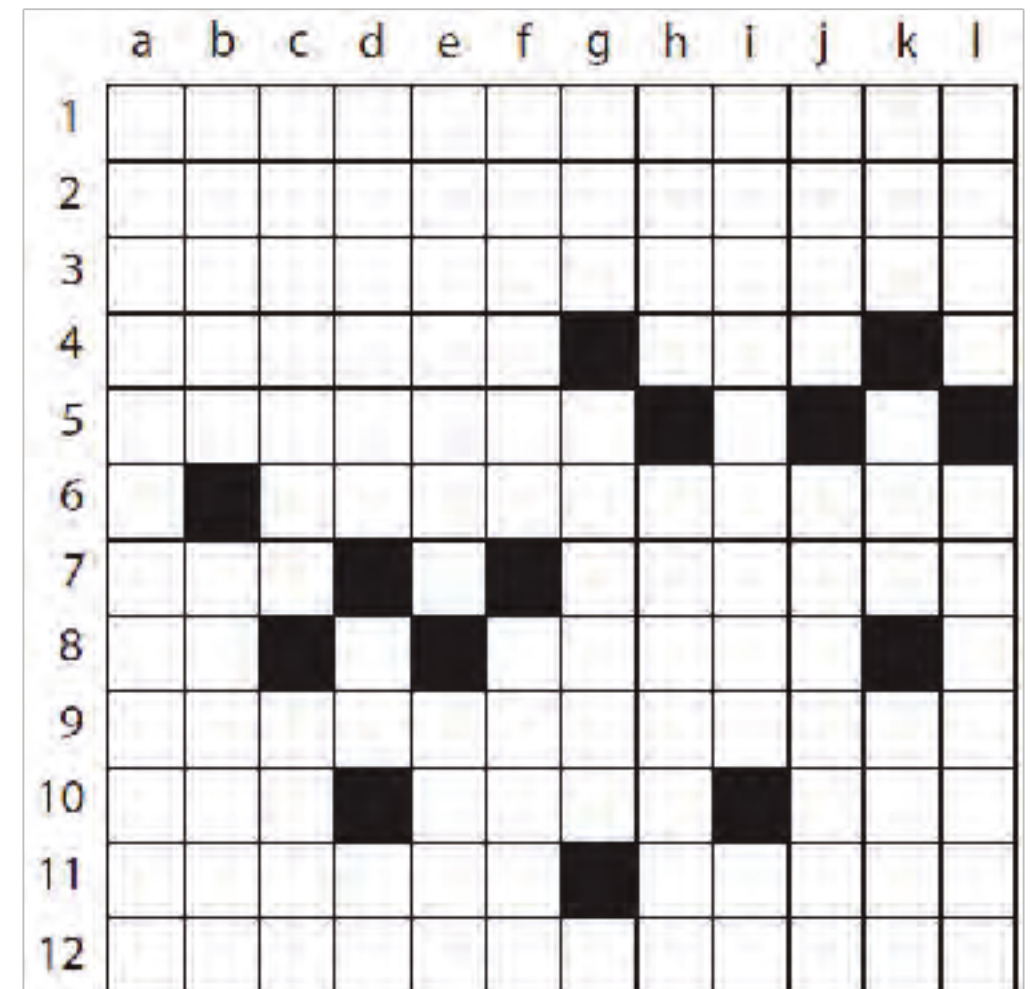
Les Mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Elle ne compte pas ses heures.
- 2 - Les mesures urgentes d'État le sont.
- 3 - Infatigables.
- 4 - Conduisant. Il fit autorité en matière de jeunes filles.
- 5 - Allongées.
- 6 - Cow-boys mais pas Indiens.
- 7 - Enfant rapidement né de la décentralisation. Il est tiré par les chevaux.
- 8 - Lettres du matin. Toiles génoises.
- 9 - Classeurs.
- 10 - Céans. Entendis. Indien d'origine américaine.
- 11 - Mongol mais pas mongol. Croire.
- 12 - Anti-occidentales.

Verticalement

- a - Nourriture terrestre.
- b - Levier. Creusa.
- c - Noir en sursis. Noirs alchimistes.
- d - Prêtre sociétaire. Il engendre des cas. Division romaine.
- e - Balle. Hauteur.
- f - Inflammations. Pas souffler.
- g - Vieux plaisirs. Sacrifice japonais.
- h - Cordes. Amusée.
- i - Complaisants armateurs. Lettres mathématiques.
- j - Drôle de Python. Ville aux corbeaux.
- k - Base de tir. Jour ancien. Vivant.
- l - Ouïe. Les réformes gouvernementales ne le sont presque jamais.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1	C	I	V	I	L	I	S	A	T	I	O	N
2	A	M	E	R	I	C	A	N	I	S	T	E
3	P	A	N	O	R	A	M	I	Q	U	E	S
4	A	G	E	A	R	S	U	E	T			
5	R	I	R	E	E	N	E	E	O			
6	A	N	E	I	A	I	B	R	R			
7	C	A	B	L	E	S	S	E	R	A	I	
8	O	T	T	O	T	A	S	S	A	G	E	
9	N	I	A	U	L	E	U	N	O	N		
10	N	O	I	R	E	T	E	A	L	U	N	
11	E	N	E	R	V	E	D	I	E	T	E	
12	E	S	S	U	I	E	V	E	R	R	E	S

Solutions numéro précédent